

A LA GARE DE LA BASTILLE

La première fête parisienne du parti communiste depuis quinze ans

La première fête parisienne du parti communiste depuis quinze ans. Elle a été organisée par le comité de la gare de la Bastille. Elle a eu lieu le dimanche 27 juin, à 14 heures, dans la gare de la Bastille. Elle a été présidée par le secrétaire général du parti communiste, Georges Marchais. Elle a été suivie par un grand nombre de militants et de sympathisants du parti communiste. Elle a été l'occasion de nombreuses interventions et de débats. Elle a été l'occasion de présenter les programmes du parti communiste. Elle a été l'occasion de rappeler les valeurs du parti communiste. Elle a été l'occasion de renforcer le lien entre les militants et les sympathisants du parti communiste.

Une exposition sur l'art de 1945

Une exposition sur l'art de 1945. Elle a été organisée par le musée de la ville de Paris. Elle a eu lieu du 27 juin au 3 juillet, au musée de la ville de Paris. Elle a été présidée par le directeur du musée, Jean Béraud. Elle a été suivie par un grand nombre de visiteurs. Elle a été l'occasion de présenter les œuvres des artistes qui ont vécu pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle a été l'occasion de rappeler les valeurs de la Résistance. Elle a été l'occasion de renforcer le lien entre les artistes et le public.

L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT. Elle a été adoptée par le Parlement le 27 juin 1976. Elle a été présidée par le président du Parlement, Georges Marchais. Elle a été suivie par un grand nombre de députés. Elle a été l'occasion de débattre de nombreux sujets d'actualité. Elle a été l'occasion de voter plusieurs lois importantes.

Les Jeunes Giscardiens critiquent les « routiers de la contre-réforme »

Le mouvement de jeunes giscardiens, la Jeunesse Giscardienne, a réuni samedi 26 juin, à Paris, un conseil national extraordinaire consacré notamment à la mise en place des élections municipales et à l'organisation de l'université politique de l'U.D.R. (qui se tiendra à Montpellier en août et en septembre).

UNE LETTRE OUVERTE DE M. GERMAIN-THOMAS A M. YVES GUÉNA

M. Olivier Germain-Thomas, directeur de la revue *gaullienne*, vient d'adresser une lettre ouverte à M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. La lettre est datée de la suite des violences dont il a été victime de la part du service d'ordre d'une réunion de l'U.D.R. (Jeunes, Le Monde du 24 juin).

Il écrit notamment :

« Ce qui est grave, c'est ce qui symbolise la violence avec laquelle les « routiers » des organisations s'attaquent sur un gaulliste, je sais que les idées de de Gaulle ont une force révolutionnaire qui effraie les conservateurs et les réactionnaires qui, depuis tant d'années, ont été tant de fois, dans la conscience, s'opposent à elles. »

« Si, donc, monsieur le secrétaire général, une question à vous pose, considérez-vous que l'U.D.R. doit être rejetée des rangs de l'U.D.R. comme une lecture qui pourrait donner de mauvaises idées ? Si oui, je vous saurais gré de me le dire. »

« Sinon, je crois qu'il est de votre devoir de ne pas faire savoir et de prendre, du même coup, les mesures de votre mouvement, les mesures qui s'imposent. »

Une « table ronde » sur le thème « Les jeunes, la politique et la responsabilité » a réuni plusieurs responsables des formations qui soutiennent le gouvernement, notamment Mme Jacqueline Nebout, secrétaire générale du parti radical ; Jacques Barrot, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux ; Bernard Lhérisson, secrétaire national des Républicains indépendants ; et Antoine Ruffin, secrétaire général adjoint de l'U.D.R.

M. Dominique Bussereau, président de G.S.L. a déclaré au terme des travaux : « Si parfois des divergences se font jour, si quelques fausses notes retentissent ici et là, jamais l'harmonie de la majorité n'est brisée (...). Tout ce qui est essentiel nous rassemble. Rêve d'important au nous apart. La majorité présidentielle est le parti de la réforme, aussi, car nous sommes tous en parfaite harmonie lorsque nous nous réunissons pour quelques routes ardues de publication le parti de la contre-réforme. Ceux qui ont dit non au projet de taxation des plus-values ne sont pas devenus pour autant nos adversaires, mais ils ne doivent pas compter sur notre exclusivisme et notre combativité à leur égard, dans les mots à venir. »

● A Amiens, une association groupant les formations appartenant à la majorité présidentielle vient de se constituer sous la présidence de M. Jean-Claude Pignatelli, conseiller général (O.D.P.). Le Comité d'entente des démocrates pour le renouveau d'Amiens (C.D.R.A.) comporte des représentants du C.D.S., du C.R.I., du R.P.I., du M.D.S.F., qui préside M. Max Lejeune, conseiller municipal socialiste et de l'U.D.R. Le conseil municipal d'Amiens, dirigé par M. Jean-Louis, député communiste, est composé par une liste d'union de la gauche.

POLITIQUE

M. MESSMER : nous avons cessé d'être inconditionnels.

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, depuis l'U.D.R. de M. de Gaulle, a déclaré le 27 juin à Caen à l'occasion du rassemblement annuel du mouvement Présence du gaullisme :

« La question de la présence des gaullistes dans la majorité est posée devant l'opinion publique. Cette question est d'ordre d'adhésion de M. Giscard d'Estaing à la présidence. » Insistant sur « la nécessité pour l'U.D.R. de demeurer dans la majorité et, pour ses membres, de garder leur indépendance et leur responsabilité », M. Messmer a cependant ajouté : « Cela dit, tout en étant gaulliste, il faut savoir que nous avons cessé d'être inconditionnels. Nous entendons avoir le droit de libre critique de nos projets du gouvernement. »

« Un certain nombre d'entre nous ont le sentiment que c'est pour nous un devoir. »

UNE « UNIVERSITÉ GAULLIENNE » A LA BAULE

Les Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes organisés du 5 au 10 juillet, à La Baule (Loire-Atlantique), leur première « université gaullienne » sur le thème « Le gaullisme, son sens et son profil d'une pensée politique », ont réuni à l'Hôtel Hermès 120 à 140, seront les suivants : mardi 5 juillet, M. Alexandre Sarragat ; mercredi 6 juillet, M. Maurice Druon ; jeudi 7 juillet, M. Claude Javart ; vendredi 8 juillet, M. Olivier Guichard ; samedi 9 juillet, M. Jean-Louis Gaudin ; dimanche 10 juillet, M. Jean-Louis Gaudin.

★ COURTES, 1, avenue Frédéric-Lafleur, 45000 La Baule.

PRESSE

LES TRAVAILLEURS DU LIVRE POUR LA NEGOCIATION

Deux cents délégués de la Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.) ont participé à la 15^e session de la commission de presse et de la distribution, réunie le 27 juin à Paris. Ils ont adopté un communiqué :

« A la suite de cette assemblée, les délégués des différents syndicats patronaux de la presse ont accepté de participer à la discussion d'un accord cadre national concernant :

« L'emploi ;

« L'organisation des professionnels ;

« La garantie et l'amélioration des ressources et des conditions de travail ;

« Avec l'ensemble des travailleurs de l'information, les travailleurs du livre poursuivront la lutte pour la défense des libertés de la presse et de la culture. Ils ne se résignent pas à avoir de véritables libertés. »

« Les délégués mandatent le comité fédéral national pour défendre les moyens de la presse en œuvre afin que l'ensemble des travailleurs du livre puissent continuer à exercer leur métier avec dignité et responsabilité. »

« Les délégués ont également mandaté le comité fédéral national pour défendre les moyens de la presse en œuvre afin que l'ensemble des travailleurs du livre puissent continuer à exercer leur métier avec dignité et responsabilité. »

M. EDMOND DE ROTHSCHILD ASSOCIE A HACHETTE pour « Paris-Match » et « Télé 7 jours »

A la faveur du rachat de certains titres du groupe Prouvost par la librairie Hachette — 7^e jour, Paris-Match, on apprend que le groupe Hachette de M. Edmond de Rothschild a décidé de prendre une participation de 20 % dans le capital de la nouvelle société éditrice de ces deux magazines, Hachette, conservant le contrôle de la majorité.

● L'Association de la presse nationaliste a élu à la présidence M. Charles Saint-Just, directeur de la *Pensée nationale*. Elle a d'autre part décidé de décerner chaque année un prix qui sera attribué « à l'auteur d'un ouvrage ayant particulièrement contribué à l'indépendance nationale et à la défense de notre civilisation ».

★ A.B.N., 2, rue de l'Abbé-Grégoire, 75001 Paris.

150.000 ex.

Jeanne Cordelier

La dérobade

préface de Benoîte Groult



dans un site merveilleux, en bordure de Méditerranée, le Cap Martin, face à Monte-Carlo :

Club Résidence Dragonnière

Une résidence « pleins services » pour y vivre un véritable équilibre de toutes les commodités. Outre tous les services pris en charge par le club, les résidents ont à leur disposition : restaurant, bar, piscine, tennis, bibliothèque, salle de sport et de détente... et un parc d'un hectare et demi.

RENNES ET VENTE :

à Paris : LA PROVENCE LA R.D., 10, rue de la Vierge, Tél. : 290.63.89, 75009 Paris.

à Cap Martin : CLUB RESIDENCE DRAGONNIERE, 10, rue de la Vierge, Tél. : (06) 35.42.07.

LE CORPS A VIVRE

DE ALEXANDER LOWEN

Le Plaisir

titre bien défini - 300 pages - 45 F

TOULON

CARNET

Naissances

— Claude et Françoise Lescoffit et Joanne sont heureux d'annoncer la naissance de Gaëtan, né le 23 juin 1976. Résidence du Parc, 77100 Meaux.

— L'ingénieur de l'armement (généraliste) Sylvain Noël et Mme, née Cécile Parodi, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, Chloé, le 7 juin 1976, 11, rue de Caen, 92000 Reims.

— Jean-Marie Valentin et Bernadette, née Mélanie, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Michel, né le 24 juin 1976, 24, rue Marlin, 92170 Vanves.

Fiançailles

— M. Robert Poulletier et Mme, née Jeanne Mollat, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, Béatrice et Philippe.

Décès

— Mme Marcel Capitain et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. MARCEL CAPITAIN, ancien conseiller éléct au Sénat, conseiller d'Etat honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu en son domicile dans la soirée du 24 juin 1976, à l'âge de 82 ans, après une longue et douloureuse maladie. Les obsèques auront lieu le 27 juin à 10 heures, à l'église Saint-Thomas d'Aquin, 10, avenue de Paris, 91700 Dormans.

Chemises d'été : les plus beaux voiles suisses

Pour les chemises d'été, le tissu agréable à porter est incontestablement le voile suisse. Larvin 2 a sélectionné pour sa nouvelle collection les plus belles pièces et vous propose près de 200 modèles différents qui sont tous des exclusivités (à partir de 240 F).

Si vous voulez donner à vos tenues de ville un petit air de vacances, vous choisirez un de ces dessins discrets que l'on peut porter avec une cravate unie. Au bord de la mer, les impressions chamarrées sont à l'honneur. Et, pour harmoniser votre tenue, Larvin 2 vous propose également des pantalons d'été de toutes les couleurs (à partir de 200 F).

LARVIN
2, rue Cambon Paris 1^{er} - Tél. 260.38.83

Salon-Germano-va-Lava, suivies de l'inauguration dans le nouveau local de la galerie des Océanides à Versailles.

Le 24 juin, à 14 heures, en la chapelle des Augustines, 1, place Lemaître, à Paris, aura lieu la cérémonie de la pose de la première pierre de la nouvelle église de la paroisse Saint-Thomas d'Aquin.

— M. et Mme Pierre Tonn, ont le deuil de faire part du décès de M. Pierre Tonn, 70710 La Celle-Saint-Cloud.

— M. et Mme Pierre Tonn, ont le deuil de faire part du décès de M. Pierre Tonn, 70710 La Celle-Saint-Cloud.

— M. et Mme Pierre Tonn, ont le deuil de faire part du décès de M. Pierre Tonn, 70710 La Celle-Saint-Cloud.

Départ en 1977 dans la carrière professionnelle. Il occupera de nombreux postes au sein de la Direction de l'Enseignement Supérieur, en tant que directeur de l'Enseignement Supérieur, en tant que directeur de l'Enseignement Supérieur, en tant que directeur de l'Enseignement Supérieur.

— M. et Mme Robert Sargis et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Robert Sargis, 91000 Saint-Maur.

— M. et Mme Robert Sargis et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Robert Sargis, 91000 Saint-Maur.


— M. et Mme Robert Sargis et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Robert Sargis, 91000 Saint-Maur.

La messe des obsèques sera célébrée le mardi 29 juin, à 10 heures, à l'église Notre-Dame-du-Rosaire, de Paris.

— M. et Mme Robert Sargis et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Robert Sargis, 91000 Saint-Maur.

— M. et Mme Robert Sargis et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Robert Sargis, 91000 Saint-Maur.

— M. et Mme Robert Sargis et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de M. Robert Sargis, 91000 Saint-Maur.



DIRECTEUR TECHNIQUE 140.000 FF

Confection masculine et féminine — Une importante société française spécialisée dans la confection et la diffusion de modèles de prêt-à-porter, recherche le Directeur Technique pour l'ensemble de ses unités de production, situées dans l'Ouest de la France. Ce cadre, membre du Comité de Direction sera responsable de tous les problèmes de production : services techniques, ateliers et ateliers de fabrication, sous-traitants. Sa mission essentielle consistera à améliorer la productivité, et il devra donc définir et proposer une organisation adéquate intégrant des impératifs fondamentaux tels que la maîtrise des coûts, le respect des délais, l'amélioration de la qualité. Il ne peut résider dans ce poste qu'un esprit d'ordre et d'excellence. Ses qualités humaines et son autorité naturelle doivent lui permettre de donner un ton à son encadrement et au personnel sous sa responsabilité. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur ou équivalente, ayant acquis une solide expérience de commandement et de gestion en usine et connaissant très bien les problèmes de confection de prêt-à-porter. La rémunération annuelle de départ sera liée à l'expérience acquise et aux qualités réelles de la personne retenue, elle pourra atteindre 140.000 francs, auxquels s'ajoute un logement de fonction. Écrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/2441M

MÉCANIQUE DES SOLS 130.000 FF

Une puissante société internationale de travaux publics, spécialisée principalement dans la recherche offshore, recherche un spécialiste du génie des sols, qui interviendra comme expert auprès des clients de projets et des futurs exploitants. Il préparera les campagnes de recherche sous-marines (choix des entreprises, du matériel à mettre en œuvre...), suivra les travaux de battage et de préparation du sol, et interprétera les résultats pour recommander le calcul des ouvrages. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (Minier, par exemple) ou à un diplômé de l'université en sciences de la terre, âgé de 35 ans ou moins, spécialisé en mécanique des sols, en particulier en milieux marins, et disposant d'une solide expérience professionnelle dans ce domaine, acquise dans un bureau d'études d'une entreprise de T.P., travaux maritimes, etc. Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est nécessaire. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 francs. Le poste est à pourvoir à Paris, mais implique des missions fréquentes et de courte durée. Écrire à A. JAMET à Paris. Réf. A/2329BM

RESPONSABLE GRANDE DISTRIBUTION 100.000 FF

Produits alimentaires — Une importante société de produits alimentaires, mondiale connue, recherche pour son siège à Paris, un Responsable Grande Distribution. Au sein de la Direction Commerciale, il participera à la politique de développement de l'ensemble des marchés et sera plus spécialement chargé des grands comptes clients. Sa mission portera sur la négociation d'affaires commerciales et promotionnelles et la recherche de nouvelles techniques de développement. Il analysera l'évolution de ce marché, coordonnera et conseillera la force de vente et assurera le suivi de ses actions. Ce poste convient à un candidat de plus de 28 ans, possédant de préférence une formation supérieure. Il connaîtra particulièrement les méthodes de promotion et de distribution, disposera d'une expérience de Chef de Produit et/ou de merchandising et sera familiarisé avec les contacts avec la grande distribution. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2433M

CHEF DES VENTES PARIS 90.000 FF

Une société de moyenne importance mais particulièrement bien placée sur le marché des produits qu'elle fabrique et distribue — fermetures à télé-commande — crée le poste de Chef des Ventes pour la région parisienne. Sous l'autorité immédiate du Directeur Commercial basé au siège de la société, en province, la candidate retenue, basée à l'agence de Paris, aura après formation technique, à suivre et plus encore à développer la clientèle constituée par l'administration, l'industrie et le bâtiment. Il sera chargé de l'entretien, du contrôle et du perfectionnement d'une petite équipe de vente et entretiendra d'étroites relations avec les services techniques. Nous recherchons un candidat âgé de plus de 30 ans, de formation supérieure, bénéficiant d'une expérience de la vente auprès de la clientèle privée, et si possible de l'entretien d'une équipe. La rémunération annuelle qui est fixée, sera de l'ordre de 90.000 francs au départ plus frais. Le développement potentiel de la société et de son marché confère à ce poste un réel intérêt. Écrire à S. BOUSSY à Clichy. Réf. A/4309M

INGÉNIEURS DE PROJETS 200.000 FF

Moyen-Orient — La société SYBETRA, « General Contractor » belge bien connue pour ses réalisations de complexes industriels d'envergure dans le monde entier, nous a confié la sélection d'ingénieurs civils capables de coordonner et de contrôler l'exécution des grands projets qu'elle a entrepris dans le Moyen-Orient. Ces ingénieurs devront être ouverts tout d'abord aux études de marché et de rentabilité en liaison étroite avec le service commercial et le bureau d'études. Ses responsabilités s'étendent aux contacts avec l'ensemble des clients potentiels et à une participation effective dans la réalisation des avant-projets jusqu'au stade de leur industrialisation. Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide expérience professionnelle dans des secteurs industriels analogues à ceux indiqués et qui il devra pouvoir entretenir de nombreux contacts commerciaux. Aux qualités d'imagination créative, d'ouverture d'esprit et d'adaptabilité à une technique particulière devant s'associer un indéniable réalisme industriel et le goût du travail en équipe. De bonnes connaissances de la langue anglaise sont indispensables. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris. Réf. B/5554M

PARIS

Une société française de renommée internationale (chiffre d'affaires 120 millions de francs — 1.000 personnes), spécialisée dans la conception et la réalisation d'équipements mécaniques, électro-mécaniques et électroniques, destinés aux industries de haut niveau technologique telles que l'aéronautique et l'armement, recherche dans le cadre de son expansion :

Responsable de développement 120.000 FF

Rattaché au Directeur Général, sa mission sera de rechercher de nouveaux « créneaux » d'activités, dans des secteurs de clientèle déjà prospectés ou non par la société. Il aura à effectuer des études de marché et de rentabilité en liaison étroite avec le service commercial et le bureau d'études. Ses responsabilités s'étendent aux contacts avec l'ensemble des clients potentiels et à une participation effective dans la réalisation des avant-projets jusqu'au stade de leur industrialisation. Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide expérience professionnelle dans des secteurs industriels analogues à ceux indiqués et qui il devra pouvoir entretenir de nombreux contacts commerciaux. Aux qualités d'imagination créative, d'ouverture d'esprit et d'adaptabilité à une technique particulière devant s'associer un indéniable réalisme industriel et le goût du travail en équipe. De bonnes connaissances de la langue anglaise sont indispensables. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris. Réf. B/5554M

Méthodes de fabrication 90.000 FF

Rattaché au Directeur de Production, ce responsable aura à animer une équipe composée d'une dizaine de préparateurs, dessinateurs et agents de méthodes. Il aura pour mission de créer et d'actualiser les nomenclatures, gammes opératoires et devis et enfin d'organiser l'organisation actuelle du travail. Son action s'orientera à améliorer les groupes (d'analyse de la valeur par exemple) ou qui impliquera de sa part un intérêt réel pour de telles techniques modernes de travail. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ECAM, IDN, AM...), âgé de 30 ans minimum et ayant acquis une formation aux méthodes dans des entreprises industrielles d'activités comparables (fabrication de petite et moyenne série en particulier). La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris. Réf. B/5554M

Contrôle Qualité aéronautique 90.000 FF

Rattaché au Directeur Général, sa mission sera d'appliquer et de définir par la suite les méthodes et procédures de contrôle, des spécifications et niveaux de qualité, pour l'ensemble des produits entrant et sortant. Il aura pour tâche, à animer une équipe importante de personnels spécialisés et à entretenir de fréquents contacts avec les fournisseurs, soit avec les services correspondants des sociétés clientes. Ce poste exige souplesse et rapidité d'exécution ainsi que de bonnes qualités de gestionnaire et d'animateur. Il conviendrait à un ingénieur diplômé (ECAM, IDN, AM...), âgé de 30 ans minimum et ayant impérativement travaillé dans un service technique de secteur aéronautique. La connaissance des procédés de contrôle devra être suffisamment étendue sur l'ensemble des types de fabrication mentionnés. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience et des compétences acquises. Écrire à Paris. Réf. B/5554M

DIRECTEUR OFFICE DU TOURISME Savoie

Une station de ski de taille internationale, située en Tarentaise, recherche, dans le cadre d'une nouvelle étape de développement, le Directeur de son Office du Tourisme. Il aura pour mission, dans le cadre d'un budget annuel, de promouvoir la station en France et à l'étranger, sportive et hors ski. Il sera l'interlocuteur permanent de la clientèle apportant un soin particulier à la qualité de l'accueil. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 29 ans ou moins, possédant une expérience de haut niveau dans le domaine du tourisme et des relations publiques. La pratique de la langue étrangère est nécessaire, ou moins pour l'anglais, les qualités d'organisateur et d'animateur allées à des connaissances de la gestion lui permettant de s'acquiescer rapidement à cette fonction. Il sera familiarisé des sports pratiqués dans une station touristique. La rémunération annuelle de départ, à laquelle s'ajoute un logement de fonction, s'élève à 90.000 francs. Le développement potentiel de la station, confère à ce poste un réel intérêt. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3386M

Adresse C.V. détaillé en répondant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, avant renseignements ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre direction, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-43 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-57-25
PA Management Consultants S.A. - Avenue Louise 386 - 1050 Bruxelles - Tél. (32) 648-45-55

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

سكوت الان

(PUBLICITÉ)



LE CARREFOUR DES ILLUSIONS PAR EDOUARD LECLERC

En France, quand on manque de clients on a des idées. Et même des idéaux. Le plus noble d'entre eux, c'est celui de la liberté. Va pour la liberté ! En son nom on a déjà commis beaucoup de crimes. Alors pourquoi se gêner ?

Il y a un mois, pour ramener le client qui boude on a inventé le produit libre, simple et nu comme la vérité sortant du puits, se détachant, sur les rayons, de la multitude des autres produits qui, eux, portent honteusement la tunique bariolée des esclaves, celle qui engage la responsabilité des producteurs : la marque.

Aujourd'hui, on fait un nouveau pas dans la voie de notre émancipation radiense. Après avoir libéré les produits, on libère les clients. Les acheteurs sont enfin libres. Ils peuvent choisir parmi les articles sortant de chez le même fabricant ceux qui annoncent la couleur et ceux qui se réfugient dans un étonnant anonymat. C'est ainsi que les grands capitalistes propriétaires d'hypermarchés qui se dissimulent sous les traits des bienfaiteurs de l'humanité fabriquent une « nouvelle génération d'acheteurs ».

Ce serait tellement plus simple de dire qu'on ne vise qu'à drainer vers les carrefours de France et de Navarre une nouvelle génération de gogos. La vraie maxime de liberté de nos libérateurs est vieille comme le capitalisme, c'est celle du renard libre dans le poulailler libre. Tout le reste n'est qu'indécence littéraire.

La vraie distribution c'est la fourniture au consommateur de produits dont les fabricants assument ouvertement la responsabilité. Dans toute production, les plus beaux fruits comme les plus beaux textiles sont sélectionnés sous les premières marques. Le reste est livré en sous-marque et sans marque.

La vraie distribution c'est la vente au juste prix de chaque article sans péréquation de marge, sans dumping, sans îlots de pertes dans des océans de profits... et sans évasion fiscale.

La vraie distribution c'est la pratique de marges minimales. Ce qui exclut les dépenses somptuaires, la centralisation paperassière et proliférante de la gestion et, au-delà du remboursement de la mise initiale, la rémunération sans cause d'un capital largement factice lorsqu'il est gonflé artificiellement à l'occasion d'une introduction en bourse.

La vraie distribution, comme le prouve la multiplication des centres distributeurs, qui, en toute indépendance financière, appliquent la règle du jeu que je leur ai proposée, ne mobilise que des capitaux modestes. Elle trouve en elle-même, sans recours au capital boursier, les moyens d'une expansion saine à un rythme pourtant rapide (40 % par rapport à l'an dernier). Ceux qui prétendent que la grande distribution nécessite des investissements lourds comme dans l'industrie sont des fumistes.

La vraie distribution résiste à la tentation de mettre le doigt dans l'engrenage de la spéculation financière qui nourrit le gigantisme et conduit le grand commerce capitaliste à faire d'indécents cabrioles, au besoin à prostituer la liberté, pour atteindre ce qui est devenu son objectif n° 1 : le maintien de ses titres en bourse.

La vraie distribution offre un visage humain : l'animateur propriétaire responsable de chaque magasin. Elle ne se sert pas de la monnaie, véritable carrossier des mers, comme emblème de liberté. Chaque centre Leclerc est un commerçant indépendant et libre qui se soumet volontairement à l'idéal de la vraie distribution : « Offrir les grandes marques et les meilleurs produits frais aux prix le plus bas possible à tous les consommateurs, petits ou grands, pauvres ou riches. »

JUSTICE

Une information va permettre de déterminer pourquoi deux policiers ont tiré sur M. Bapedou

Le parquet de Paris a ouvert, samedi 26 juin, une information pour coups volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, afin de déterminer les conditions dans lesquelles deux policiers de la brigade criminelle ont tiré sur M. Bapedou le 22 juin à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). M. Bapedou, 40 ans, est un homme d'origine algérienne, marié, père de deux enfants, qui travaillait dans la Banque de France. Les policiers avaient déclaré avoir pris ce collectionneur d'armes à feu pour un dangereux malfaiteur impliqué dans l'affaire du rapt de M. Guy Thodoroff, président de la société Sabat-France (le Monde du 24 juin), relâché après trente-quatre jours de séquestration contre un rançon de 10 millions de francs.

Les poursuites visent l'inspecteur principal Joseph Sufri, âgé de trente-cinq ans, et l'inspecteur Jean-Luc Fritsch, âgé de vingt-sept ans, qui accusent, aux termes de l'ordonnance du juge d'instruction de la 303 du code pénal, une peine de vingt ans de réclusion criminelle. Le dossier a été confié à Guy Flich, premier juge d'instruction de Paris, chargé de l'affaire de l'enlèvement de M. Thodoroff, le procureur général de la cour d'appel de Paris a saisi la chambre criminelle du Cour de cassation d'une requête tendant à obtenir la désignation de la juridiction qui insurrait définitivement le cas de M. Sufri; cette procédure est rendue nécessaire en raison de la qualité d'officier de police judiciaire de ce

Dans l'Ain
L'ANCIEN PRÉSIDENT
D'UNE SOCIÉTÉ DE CONFISERIE
ET DE CHOCOLATERIE
EST INCARCÉRÉ
POUR BANQUEROUTE
(De notre correspondant régional.)

Lyon. — M. Jacques Masson, 45 ans, ancien président de la société d'exploitation de la confiserie et de la chocolaterie, a été arrêté samedi 26 juin, sur réquisition du procureur général de la cour d'appel de Paris, à la suite d'une enquête menée par la brigade criminelle de la 303 du code pénal, une peine de vingt ans de réclusion criminelle. Le dossier a été confié à Guy Flich, premier juge d'instruction de Paris, chargé de l'affaire de l'enlèvement de M. Thodoroff, le procureur général de la cour d'appel de Paris a saisi la chambre criminelle du Cour de cassation d'une requête tendant à obtenir la désignation de la juridiction qui insurrait définitivement le cas de M. Sufri; cette procédure est rendue nécessaire en raison de la qualité d'officier de police judiciaire de ce

Lyon. — M. Jacques Masson, 45 ans, ancien président de la société d'exploitation de la confiserie et de la chocolaterie, a été arrêté samedi 26 juin, sur réquisition du procureur général de la cour d'appel de Paris, à la suite d'une enquête menée par la brigade criminelle de la 303 du code pénal, une peine de vingt ans de réclusion criminelle. Le dossier a été confié à Guy Flich, premier juge d'instruction de Paris, chargé de l'affaire de l'enlèvement de M. Thodoroff, le procureur général de la cour d'appel de Paris a saisi la chambre criminelle du Cour de cassation d'une requête tendant à obtenir la désignation de la juridiction qui insurrait définitivement le cas de M. Sufri; cette procédure est rendue nécessaire en raison de la qualité d'officier de police judiciaire de ce

FAITS DIVERS

ATTENTION SUR L'AUTOROUTE RIVALS-LE PERTHUS

Un engin exploité de forte puissance a causé d'importants dégâts, dans la nuit de samedi 26 au dimanche 27 juin, sur l'une des voies de l'autoroute N10 (Langue-d'Oie), qui assure la liaison Rivals-Le Perthus. L'engin, un tracteur agricole, avait été mis en service le 20 juin. L'engin, un tracteur agricole, avait été mis en service le 20 juin. L'engin, un tracteur agricole, avait été mis en service le 20 juin.

Le tracteur agricole, qui n'a pas été révoqué, rendra très difficile la circulation automobile vers l'ouest, aux premiers jours de juillet. Les véhicules ne pourront en effet passer, à cet endroit, que sur une seule voie, ce qui entraînera de graves congestions.

Ancien directeur de l'Espérou

LE PÈRE FABRE EST ÉCROUÉ

Le père René-Emile Fabre, ancien directeur de l'Espérou, a été arrêté samedi 26 juin à Dunkerque et est détenu à la prison de Valenciennes. Il est accusé d'avoir détourné des fonds de la commune de Dunkerque, pour financer ses activités politiques.

Dans le Val-d'Oise

UNE FEMME EST ÉCROUÉE POUR REFUS D'EXÉCUTION D'UN JUGEMENT DE DIVORCE

Mme Nicole Verette, collaboratrice d'une agence immobilière et habitant à Saint-Germain, a été éconduite samedi 26 juin, sur réquisition du procureur général de la cour d'appel de Paris, à la suite d'une enquête menée par la brigade criminelle de la 303 du code pénal, une peine de vingt ans de réclusion criminelle.

SÉCURITÉ CIVILE

SIX ANS APRÈS UN GRAVE INCENDIE QUI PROVOQUA LA MORT DE SEPT PERSONNES

Les habitants de Tannerton attendent toujours un dédommagement

Le 3 octobre 1970, un incendie de sept personnes a eu lieu à Tannerton, dans le Val-de-Marne. Les habitants de Tannerton attendent toujours un dédommagement pour les dégâts causés par l'incendie.

Les personnes admises à suivre les travaux de M. Laurent se sont rendues près de l'usine électrique de Saint-Germain, sur les lieux où l'incendie a pris naissance. Elles ont pu constater les dégâts causés par l'incendie.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE LES MANIFESTATIONS ANTI-NUCLÉAIRES

Les socialistes de Dunkerque refusent l'extension de la centrale de Gravelines

Pour la première fois, le parti socialiste était représenté à une manifestation antinucléaire, celle qui était organisée samedi 26 juin à Dunkerque et qui a réuni trois à quatre cents manifestants. La section locale du parti socialiste, présidée par M. Albert Denvers, a refusé l'extension de la centrale de Gravelines.

De nos correspondants
A Lyon, la radio-gazette Radio-Actif a été manifestée pour la première fois le samedi 26 juin (le Monde du 26 juin). L'extension à deux unités et qu'on étend les efforts sur l'environnement. Les manifestants ont remis au sous-préfet de Dunkerque, à l'intention de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, une résolution qui préconise notamment : « Commencer la construction des réacteurs à eau pressurisée de troisième génération, et de deux « pagodes » de puissance 1 000 MW, à l'usine de la province libérale avancée, l'autre sur « E.D.P. qui pense à votre bonheur et vous donne tout droit au paradis ». Radio-Actif avait indiqué qu'elle comptait à nouveau dimanche 27 juin, mais il semble qu'elle n'ait pas tenu son rendez-vous.

A Lille
10 000 FRANCS D'AMENDE
POUR PUBLICITÉ MENSONGÈRE
(De notre correspondant.)

Lille. — M. René Monnier, président-directeur général de la société anonyme Les Caves Grand-mère, dont le siège est à Valenciennes, dans le département du Nord, a été condamné samedi 26 juin, sur réquisition du procureur général de la cour d'appel de Paris, à une amende de 10 000 francs pour publicité mensongère.

Les manifestants ont demandé un moratoire de trois ans pour la construction des réacteurs et qu'au moins 100 000 personnes soient consultées sur la pollution nucléaire. La direction d'E.D.P. avait admis de ne pas aller au-delà de la pollution, mais elle a refusé de faire face à la demande de moratoire.

Construction navale
REGROUPEMENT
NÉCESSAIRE
FACE AUX JAPONAIS
(De notre correspondant régional.)

Faisant allusion, samedi 26 juin, à la Seine, à la concurrence japonaise dans le domaine de la construction navale, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a déclaré que les difficultés que rencontrent tous les pays maritimes ont frappé notre flotte de commerce et notre flotte de pêche. Les difficultés que rencontrent tous les pays maritimes ont frappé notre flotte de commerce et notre flotte de pêche.

Thionville (Moselle), contre la construction d'une centrale nucléaire dans cette localité. Les habitants de Thionville ont demandé un moratoire de trois ans pour la construction des réacteurs et qu'au moins 100 000 personnes soient consultées sur la pollution nucléaire.

A PROPOS DE... LA CRÉATION D'AVIPOSTE

Les P.T.T. dans l'assurance

Depuis le 1^{er} mai, les P.T.T. ont lancé auprès des titulaires de comptes courants postaux et de livrets de la Caisse d'épargne une campagne de publicité pour faire connaître le service des P.T.T. : Aviposte, l'assurance-vie de la poste, qui ressemble beaucoup à celle que propose les banques à leurs clients.

Aviposte, l'assurance-vie de la poste, qui ressemble beaucoup à celle que propose les banques à leurs clients. Les P.T.T. ont lancé auprès des titulaires de comptes courants postaux et de livrets de la Caisse d'épargne une campagne de publicité pour faire connaître le service des P.T.T. : Aviposte, l'assurance-vie de la poste, qui ressemble beaucoup à celle que propose les banques à leurs clients.

LES CITOYENS

L'INSTALLATION
L'installation d'une centrale nucléaire à Gravelines a été décidée par le gouvernement. Les habitants de Gravelines ont demandé un moratoire de trois ans pour la construction des réacteurs et qu'au moins 100 000 personnes soient consultées sur la pollution nucléaire.

La
cent soixant

La
cent soixant

La
cent soixant

La
cent soixant

La
cent soixant

La
cent soixant

La
cent soixant

La
cent soixant

QUALITÉ DE LA VIE
STATIONS ANTI-NUCLÉAIRES
de Dunkerque refusent
la centrale de Gravelines

De nos correspondants
L'installation d'une centrale nucléaire à Gravelines, dans le département du Nord, a suscité une vive opposition. Les habitants de Dunkerque et de la région ont exprimé leur refus de la centrale de Gravelines. Ils craignent pour la qualité de l'air et de l'eau, ainsi que pour la sécurité. Les associations locales ont organisé des manifestations et des pétitions pour s'opposer à ce projet.

Faits et projets
L'association Nord-Gravelines a organisé une manifestation à Dunkerque. Les participants ont défilé avec des pancartes et ont chanté des chansons. Ils ont également distribué des tracts et des brochures. Les autorités locales ont été informées de ces événements.

RECRUTEMENT
nécessaire
L'association Nord-Gravelines a lancé une campagne de recrutement. Elle cherche à convaincre plus de personnes de rejoindre ses rangs. Elle a organisé des réunions et des ateliers de travail.

AVIATION
Assurance
L'association Nord-Gravelines a lancé une campagne d'assurance. Elle propose des assurances pour protéger les habitants contre les risques nucléaires. Elle a organisé des ateliers de travail pour expliquer les avantages de ces assurances.

PIERRE DROUOT
au conseil
Pierre Drouot a été élu au conseil municipal de Dunkerque. Il a été élu avec une large majorité. Il a pris ses fonctions récemment.

PIERRE DROUOT
au conseil
Pierre Drouot a été élu au conseil municipal de Dunkerque. Il a été élu avec une large majorité. Il a pris ses fonctions récemment.

PIERRE DROUOT
au conseil
Pierre Drouot a été élu au conseil municipal de Dunkerque. Il a été élu avec une large majorité. Il a pris ses fonctions récemment.

La région parisienne

Dans la capitale de demain

LES CITOYENS RETROUVERONT-ILS LE CHEMIN DE LEUR MAIRIE ?

L'INSTALLATION des commissions d'arrondissement et la déconcentration de certains services administratifs va changer le visage des mairies de la capitale.

La commission consultative d'arrondissement a été créée par la loi du 21 décembre 1975, portant réforme du statut de Paris. Cette commission est composée de conseillers municipaux élus de l'arrondissement, des officiers municipaux nommés par le maire pour exercer les fonctions d'état civil et par des membres élus par le Conseil de Paris représentant les associations sociales, familiales, éducatives et culturelles de l'arrondissement.

Dans un rapport aux conseillers de Paris, le préfet de Paris, M. Jean Tautou, fixe les objectifs à atteindre. Il propose de déconcentrer dans chaque mairie les services suivants : un bureau d'accueil ; une entente de la préfecture de police permettant la délivrance à la mairie des cartes nationales d'identité (pour les demandes annuelles), des passeports (pour les demandes) et des cartes grises (pour les demandes) ; une annexe sociale assurant l'information des citoyens sur leurs droits et les démarches à faire ; un bureau

des aides sociales qui prendrait en charge la gestion du personnel de service, l'utilisation des locaux scolaires et les commandes des matériels ; un bureau technique chargé de l'entretien, de la modernisation et des grosses réparations dans les bâtiments publics ; un bureau d'urbanisme, du logement et de la voirie chargé de recevoir les demandes individuelles et de renseigner les intéressés sur l'état d'avancement de l'instruction de leurs dossiers dans les domaines du logement et de la construction.

Une première phase de déconcentration devant intervenir dès avril 1977, a-t-il précisé. Il s'agit d'abord du bureau d'accueil qui fonctionnera dans certaines mairies et sera transféré dans la préfecture de police. Cette première étape d'organisation permettra de transférer dans leur territoire respectif un certain nombre de commissions d'arrondissement et de services administratifs actuellement répartis dans toute la ville.

Quelle est la situation des vingt mairies parisiennes ? Les bâtiments, malgré leur apparence homogène, n'ont pas le même aspect. Le décor à l'exception de la nouvelle mairie du 17^e arrondissement, sont tous dissimilaires. C'est ainsi, par exemple, que la mairie du 1^{er} arrondissement dispose de 1700 mètres carrés de surface utile alors que celle du 17^e arrondissement en possède environ 8 000. Ces différences doivent être corrigées en fonction de l'importance de la population des arrondissements. Le préfet de Paris déclare : « Une constatation conduit à établir la mairie rapport surface/population : il faut être en mesure de fournir un minimum pour vingt-cinq mille habitants et à 1 000 mètres carrés par tranche supplémentaire de vingt-cinq mille habitants avec un plafond

de 6 000 mètres carrés. Sur cette base, la situation des mairies des 7^e, 8^e, 12^e et 19^e arrondissements apparaît comme difficile. D'autre part, plusieurs mairies n'ont pas de salle des fêtes alors que, dans d'autres, elles sont l'objet d'une utilisation permanente. Dans certaines mairies, le « recensement » des bibliothèques communales et le conservatoire de musique qui, dans des arrondissements voisins, sont logés dans des bâtiments indépendants. Le tribunal d'instance du 11^e arrondissement ne se trouve pas à la mairie de l'arrondissement mais dans une annexe dans le 14^e arrondissement alors que, dans

Dialogue au jour le jour

par PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER (*)

En 1977, Paris aura un maire. La mairie comme son pendant est une équipe municipale vivront pendant dix ans avec cinq commissions d'arrondissement. Par cette création, on se retrouvera à Paris dans chaque arrondissement, selon la volonté du législateur, les élus, les officiers municipaux et ceux qui, en raison de la qualité de leur expérience, auront acquis le droit d'être choisis par le Conseil de Paris, le Parlement à vouloir

donner une chance réelle à la participation.

Ainsi sera institutionnalisée la présence des élus dans les mairies. Ainsi est donnée au Conseil de Paris la possibilité de faire étudier au niveau le plus concret, dans la plus utile des législations locales, certaines décisions. Ainsi est définie une structure privilégiée pour recueillir les avis et les propositions et donner aux administrés un contact plus direct avec les élus responsables.

D'aucuns ont trouvé et trouvent encore cette institution nouvelle trop mesurée dans sa dimension et trop aléatoire dans ses perspectives.

Certes, le gouvernement et le Parlement n'ont pas voulu qu'il existât des municipalités d'arrondissement qui pussent démembrer et faire échouer la ville, et déléguer à des comités locaux, à des structures et non unités historiques et culturelles, le rôle de la mairie et le Parlement n'ont pas voulu que soit organisée un système où les élus de la mairie et de confrontations soient un danger permanent pour une gestion responsable de la capitale.

Mal en-dehors de ces principes d'unité et de responsabilité il est clair qu'un pas supplémentaire devrait être franchi pour que les questions et les arrangements de Paris soient de vrais secteurs de participation, car les commissions d'arrondissement doivent faciliter la participation des citoyens aux institutions et aux procédures. Cela dépend de l'engagement plus encore le cadre de leur vie quotidienne.

Organe d'étude, d'information, de consultation, de concertation, d'initiative, la commission d'arrondissement doit permettre au maire de Paris et à son équipe municipale d'être à l'écoute de leurs concitoyens et d'être entendus eux-mêmes. En un mot, par ces outils irremplaçables, le maire devrait être présent et responsable dans les vingt arrondissements de la capitale.

C'est dire que, face à des problèmes nouveaux ou à des solutions nouvelles, le maire et les élus doivent s'écouter, se consulter, se concerter, se concerter, se concerter. C'est là que doit être efficace, à tous les sens du terme, les besoins et les politiques ; recueillir les avis sur la vie locale, et suivre les décisions du Conseil de Paris.

LA VILLETTE : cent soixante idées et un gagnant

Le résultat du concours d'idées ouvert aux professionnels de l'architecture et de l'aménagement urbain pour le réaménagement des 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devait être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APU), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à une grande époque de l'histoire de la capitale. Il s'agit de réaménager 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devant être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APU), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à une grande époque de l'histoire de la capitale. Il s'agit de réaménager 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devant être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APU), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à une grande époque de l'histoire de la capitale. Il s'agit de réaménager 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devant être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APU), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à une grande époque de l'histoire de la capitale. Il s'agit de réaménager 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devant être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APU), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à une grande époque de l'histoire de la capitale. Il s'agit de réaménager 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devant être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APU), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Tautou. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Des bras tombent aux Tuileries Paris, ta statuaire f... le camp

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

Les statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Elles ont été déplacées, détruites, restaurées. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques. Elles ont été l'objet de nombreuses polémiques.

L'ANTI-CLUB

Nos petits groupes luxueux de 15 personnes vous permettent de découvrir en profondeur

LES INDES

Inde du Nord - Kashmire
et Ladakh - Nepal 19, 5.676F
ou Rajasthan - Nepal 23, 6.490F
ou Pakistan (Baluchistan, Punjab)
et Inde (Kashmire) 21, 6.610F

AIR ALLIANCE

7 rue de l'Écluse - 95001 Paris
3 bis, rue de Valenciennes - 75005 Paris
Tel. 230.45.53 et 44.69.35-75-75
ou chez votre agent de voyages

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____

Veuillez retourner gratuitement votre brochure. L.A. 744

370EHT 444Etc

CLEN

vos données à votre seconde MEMOIRE

Vous souhaitez à votre seconde MEMOIRE ? CLEN est la solution. CLEN est la solution. CLEN est la solution.

CCSOHAR CHEZ VOTRE PAPETERIE

MAGASIN EXPOSITION : PARIS 15 - 150 rue de la République - 75012 Paris
Lyon 3 - 170, rue du Commerce - 69003 Lyon
BRUXELLES - 73 rue BARA - 1050 BRUXELLES

Les vicissitudes de la Banque mondiale

La conférence « un sommet » de Porto-Rico vise, dans l'esprit de M. Ford, qui en a pris l'initiative, la mise au point d'une attitude commune vis-à-vis du tiers-monde.

La pression croissante des pays en développement dans les organisations internationales en faveur d'une planification des échanges amène les États-Unis à durcir leur attitude. Tout récemment encore, ils ont donné un coup de frein brutal aux activités de la Banque mondiale et de sa filiale, l'Association internationale pour le développement.

Washington. — Président de la Banque mondiale depuis 1968, M. McNamara montre le même dynamisme au service du développement que jadis à la tête du secrétariat américain à la défense. Cherche-t-il à se racheter, en fait, ou l'efficacité de la machine de guerre qu'il mit au point au Vietnam ? Le fait est que son rôle de chef de la Banque mondiale lui a donné une vision globale du problème du développement qu'un ne trouve pas ailleurs.

M. McNamara accuse

M. McNamara a profité d'un séminaire de journalistes organisé par la Banque mondiale au mois de mai pour exprimer son pessimisme. Il s'est montré particulièrement sévère à l'égard de ses collègues qui n'avaient pas hésité à consacrer au plan Marshall 250 % du P.N.B. pendant l'après-guerre, mais qui, aujourd'hui, ne consacrent que 10 %.

En réalité, beaucoup d'américains se sentent exaspérés à l'égard de pays qui, selon eux, feraient mieux de s'insérer de leur exemple plutôt que de leur réclamer des aides. Ils ont même accusé les États-Unis dans toutes les institutions internationales d'être un détournement de l'attention de Washington.

M. McNamara a donné à la Banque une nouvelle dimension. Il a autorisé le programme de prêts à être porté de 3,6 milliards de dollars en 1973 à 4,5 en 1974, à 6 milliards en 1975, à 7 milliards en 1976. Le montant total des engagements pour la période 1976-1980 devrait être de l'ordre de 40 milliards. Le pourcentage des prêts aux pays pauvres a été augmenté et le taux d'intérêt a diminué.

Les conditions de Washington

Passés 22,6 % de capital souscrit, les États-Unis déclarent avec le seul appui du Japon qu'ils ont le droit de veto sur toute décision relative au capital qui exige trois quarts des voix. Après avoir refusé l'augmentation proposée par M. McNamara, ils l'ont finalement acceptée à la triple condition qu'un plafond soit fixé sur les prêts, que la Banque ne puisse verser au-delà de 10 % de son capital et que le taux d'intérêt ne soit pas inférieur automatiquement en tenant compte des pratiques bancaires courantes. De la sorte, espérait-on, la Banque mondiale devra renoncer pour développer ses opérations de prêts à faire sans cesse appel aux gouvernements. Les nouvelles dispositions qu'elle recherche, elle devra les trouver dans une gestion plus stricte et une rentabilité accrue de ses prêts.

Le 4 mai dernier, pourtant, un compromis a été approuvé : le capital de la Banque sera augmenté de 3,2 milliards de dollars et s'élèvera donc à 39,2 milliards de dollars. La part des pays en développement exportateurs de pétrole dans le capital sera doublée et non triplée, comme M. McNamara l'avait demandé sans succès.

Les États-Unis, ayant obtenu ce qu'ils voulaient, ont décidé de ne pas aller plus loin. Ils ont refusé de se joindre à la Banque pour l'avenir déterminé automatiquement, ont renoncé à leurs autres conditions.

Des structures mal adaptées

M. McNamara a fort bien compris la nécessité pour les pays industrialisés de transférer une part bien plus grande de leurs ressources aux pays en voie de développement. Tel il était conscient de l'importance des échanges et de l'impact de la Banque mondiale sur ces échanges, il a dû constater que les structures actuelles de la Banque mondiale ne lui permettaient pas de faire ce qu'il voulait.

Il a donc cherché à modifier la structure de la Banque mondiale. Il a tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

Il a tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement. Il a tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

De notre envoyé spécial
JEAN SCHWOEBEL

Beaucoup de pays de l'Afrique du Nord, de l'Amérique latine et d'Asie ont vu leur revenu moyen national passer de 200 dollars par an. Les transferts des fonds internationaux, membres du C.I.D. (Comité d'aide au développement), de l'O.C.D.E. se sont élevés en 1974 à 112 milliards de dollars, soit 11,90 au titre de l'aide publique. Ils pourraient atteindre 200 milliards en 1980. M. McNamara estime qu'en 1975 et 1980 le taux de croissance des pays en développement à revenu moyen (600 millions d'habitants) sera de 3,4 %.

Pendant ce temps, un milliard de personnes verront leur revenu baisser de 0,4 %. Pour obtenir une hausse de 2 %, il faudrait que 1980 le flux de capitaux soit de 150 milliards de dollars, soit 15 fois le montant de l'aide publique. Or, la Banque mondiale, qui a pour tâche de financer les projets de développement, ne peut pas faire plus que de consacrer 0,7 % de son P.N.B. à l'aide publique, comme les Nations unies l'ont fait pendant la guerre. C'est le cadre de la deuxième décennie du développement. Le moyen n'est pas suffisant.

La Banque mondiale a donc tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement. Elle a tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

Les activités de l'Association internationale pour le développement (A.I.D.), filiale de la Banque, ont été développées par rapport à ceux qui visaient jusqu'alors les activités les plus rentables : l'énergie, l'électricité, les transports, l'industrie, etc.

Les activités de l'Association internationale pour le développement (A.I.D.), filiale de la Banque, ont été développées par rapport à ceux qui visaient jusqu'alors les activités les plus rentables : l'énergie, l'électricité, les transports, l'industrie, etc.

M. McNamara s'est naturellement heurté au secrétaire au Trésor de l'orthodoxie libérale, lorsque, devant l'extension des activités de la Banque, il lui a fait demander une augmentation de capital. Aux termes, en effet, de ses statuts, l'encours des prêts doit être égal au montant des fonds propres. Or, le montant du capital souscrit — environ 31 milliards de dollars — plus les réserves, Or, ces encours, qui s'élèvent à 14 milliards de dollars en 1975, sont appelés à atteindre 30 milliards en 1978 et 30 milliards en 1980.

Cette exigence, qui ramène la Banque dans la voie d'une stricte orthodoxie bancaire, sera défavorable aux pays pauvres qui ne peuvent offrir aux prêteurs des garanties adéquates. Aussi, M. McNamara a-t-il cherché à modifier les statuts de la Banque pour faire admettre l'accord du 4 mai par les administrateurs et le directeur général. Les États-Unis et les pays riches n'ont cependant pu se résoudre à l'accepter.

À l'égard de l'A.I.D., l'enfant chéri de M. McNamara, les États-Unis ont également adopté une attitude de prudence à l'égard de son avenir. À Nairobi, en 1974, lors de la quatrième « reconstitution » visant à assurer pour trois ans — de 1974 à 1977 — les fonds de l'A.I.D., les États-Unis s'étaient engagés à verser 15 milliards de dollars, soit un tiers du total ; ils ont réduit le premier de leurs quatre versements de 50 millions de dollars et n'ont toujours pas effectué le second.

Les chiffres pour la cinquième « reconstitution » qui vient d'être tenue à Helsinki pour les années 1977 à 1980 n'ont pas été publiés. On sait seulement que les États-Unis n'ont pas contribué de nouveau au financement de l'A.I.D. dans la mesure où les pays de l'O.C.D.E. tentent de même. Cette attitude, que jugent sévèrement les Américains de la Banque mondiale, reflète un état d'esprit très répandu.

En fait, la Banque mondiale est avant tout anglo-saxonne, pour ne pas dire américaine. Le président du groupe, qui peut se vanter d'être un « homme d'ordre », est un Américain. Les Anglo-saxons occupent encore près de 30 % des postes de direction.

L'immense majorité des cadres proviennent de Harvard ou d'autres écoles professant un libéralisme de type

« quantitatif » dont l'initiative privée, le rendement et le profit constituent les principaux articles de foi.

M. McNamara, lui-même, est convaincu que l'accumulation du fruct des capitaux vers les pays en développement constitue la clé du problème du développement. Il s'emploie donc à encourager le développement et les activités de l'O.C.D.E. non seulement à investir davantage, mais encore à accroître les prêts gratuits et donc, il lui faut également persuader les pays du tiers-monde de continuer de faire confiance à la Banque pour choisir et mettre au point les projets considérés comme les meilleurs pour leur développement et contrôler leur exécution.

Un rôle politique

Les dirigeants de la Banque, persuadés de faire pour le mieux, étaient tous convaincus que la Banque avait pour tâche de financer les projets de développement. Ils ont donc tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

Les dirigeants de la Banque, persuadés de faire pour le mieux, étaient tous convaincus que la Banque avait pour tâche de financer les projets de développement. Ils ont donc tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

Les dirigeants de la Banque, persuadés de faire pour le mieux, étaient tous convaincus que la Banque avait pour tâche de financer les projets de développement. Ils ont donc tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

Les dirigeants de la Banque, persuadés de faire pour le mieux, étaient tous convaincus que la Banque avait pour tâche de financer les projets de développement. Ils ont donc tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

Les « intégristes »

Les États-Unis se sont irrités du récent rejet par la Banque mondiale du projet de M. Kissinger tendant à la création d'une banque internationale de ressources destinée à ajouter des moyens à ceux de la Banque mondiale, qui serait chargée de la gérer. Ils attribuent cet échec aux manœuvres de Cuba. Mais c'est également la Banque mondiale et qui rendrait étonné, contrôlée par les « intégristes » du libéralisme économique, États-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et financière, celle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de la Banque mondiale internationale du développement, indispensable aux pays pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concilie les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Les firmes multinationales

(Suite de la page 17.)

La portée des ambitions réclamées dans l'information sur la société sera, forcément, limitée. Le découpage par zones géographiques — et encore trop large — que peut faire la France d'informations globales sur l'Europe de l'Ouest ? Les indications sur les méthodes comptables et les prix de transferts entre filiales, avec tout cela, ont-elles longtemps avant d'être élargies ? Le régime même de « traitement national » comporte-t-il d'exceptions possibles qu'il risque de n'avoir qu'un faible impact sur l'échelle politique des États, comme le montrent déjà les réactions surprises au Canada et en Australie, où les investisseurs étrangers semblent avoir été un seul critique. En

L'O.C.D.E. mieux placée que l'ONU

Enfin, en ayant adopté une approche plus pragmatique (et, il est vrai, en raison aussi du nombre moins élevé de ses membres), l'O.C.D.E. est parvenue à un résultat plus tangible que l'Organisation des Nations unies. Depuis le début du rapport des « données personnelles » de l'ONU en 1974, les choses n'ont guère avancé de ce côté. L'échec, en mai 1975, de la deuxième réunion de la Commission des Nations unies sur les sociétés transnationales, qui devait tenter de faire passer d'un code de bonne conduite, est patent. En voulant trop faire, et trop bien, elle a manqué son but. Certains pays réclamaient que des règles obligatoires soient fixées, avec des menaces de sanctions. C'était, en fait, une tentative de faire passer d'un code de bonne conduite à un code de lois.

L'O.C.D.E., au contraire, compte tout simplement sur les gouvernements pour imposer ses recommandations sous forme de « clauses-types » dans les contrats commerciaux. Elle a donc pu convaincre les États et les investisseurs étrangers. Les données de Lima ont prouvé qu'il n'est guère possible de fixer des règles obligatoires, les pays les plus inquiets de ce qui

ouvi, il est entendu qu'un État pourra déroger à la règle du traitement national à condition d'en référer à l'O.C.D.E. Il n'est pas rare que le texte adopté par l'O.C.D.E. forme un ensemble cohérent. Les organisations syndicales internationales ne s'y sont pas trompées, et elles se sont déclarées satisfaites notamment de ce qu'elles ont vu comme des principes officiels à l'échelle internationale. C'est le premier pas, avec le texte de l'O.C.D.E., que la doctrine des affaires du monde occidental est clairement définie. Il peut s'agir là d'une charte de départ pour les relations avec les pays en voie de développement et d'un élément nouveau dans la négociation Nord-Sud pour la définition du nouvel ordre économique international.

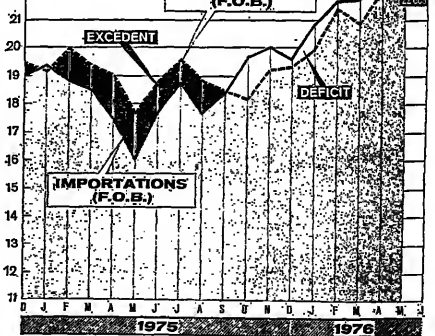
COMMERCE EXTÉRIEUR :

les prix français restent compétitifs

La Banque mondiale a tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement. Elle a tenté de faire passer la Banque mondiale d'une institution financière internationale à une institution de développement.

COMMERCE EXTÉRIEUR :

les prix français restent compétitifs



Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

Le maintien d'une forte inflation en France a permis de maintenir les prix français compétitifs sur le marché étranger. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française. Pour M. Raymond Barre, le niveau des prix français ne paraît pas aujourd'hui constituer un désavantage pour notre commerce extérieur, à moins qu'il ne détermine un renouveau de l'industrie française.

DE L'ECONOMIE

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

Plaidoyer pour une nouvelle des pots-de

BIBLIOTHEQUE

Travail et les Dieux

de MAURICE BLIN

Les protestations des directeurs et professeurs d'instituts universitaires de technologie (I.U.T.) contre le projet de loi de l'Etat sur l'enseignement supérieur ont été très vives. Elles ont conduit à la tenue d'une conférence de presse à Paris, le 24 juin 1976, au cours de laquelle les représentants de ces établissements ont exposé leurs griefs et leurs revendications.

ET LE DROGUE

Le trafic de drogue est devenu un problème majeur pour les autorités françaises. Les services de police et de justice luttent contre les réseaux de distribution qui opèrent à l'échelle nationale et internationale.

no américain

Les relations entre la France et les Etats-Unis restent complexes. Les différences culturelles et politiques continuent de marquer les échanges diplomatiques et économiques.

ECOLE NOUVELLE DE GESTION

Cette école propose des formations innovantes en gestion d'entreprise. Elle vise à former des cadres capables de relever les défis du monde moderne.

Controverse à propos de la situation des instituts universitaires de technologie

Les protestations des directeurs et professeurs d'instituts universitaires de technologie (I.U.T.) contre le projet de loi de l'Etat sur l'enseignement supérieur ont été très vives. Elles ont conduit à la tenue d'une conférence de presse à Paris, le 24 juin 1976, au cours de laquelle les représentants de ces établissements ont exposé leurs griefs et leurs revendications.

Un communiqué du secrétariat d'Etat

Le secrétariat d'Etat à l'Enseignement Supérieur a réagi à la conférence de presse des I.U.T. en affirmant que le gouvernement est conscient des difficultés rencontrées par ces établissements et qu'il s'efforce de trouver des solutions.

BACHELIERS

Le PIFAG (Plan Interdisciplinaire de Formation des Apprenants de l'Enseignement Supérieur) propose des parcours adaptés aux besoins du marché du travail. Les bacheliers peuvent bénéficier de formations continues et de stages.

MÉDECINE

Les praticiens dénoncent la situation de la médecine scolaire. Ils soulignent les difficultés de recrutement et les problèmes de financement des établissements de formation.

USA

Un mois à Los Angeles. Cette expérience permet de découvrir la culture américaine et de développer des compétences linguistiques et professionnelles.

A L'HOTEL DROUOT

Exposition de tableaux et d'objets d'art. Les visiteurs peuvent admirer des œuvres de maîtres de la peinture et de la sculpture.

VENTES

Monte-Carlo. Vente de bijoux et d'objets de valeur. Les enchères ont attiré de nombreux collectionneurs et amateurs d'art.

EDUCATION

Hostes aux projets de M. Haby

DES UNIVERSITAIRES CREENT UN COMITE DE LIASON POUR LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Environ soixante-quinze universitaires, parisiens et provinciaux, ont créé un comité de liaison pour la formation des enseignants. Ce comité vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à promouvoir des réformes pédagogiques.

SCIENCE

L'ATERRISSAGE DE LA SONDE AMERICAINE VIKING-1 SUR MARS EST RETARDEE

La NASA a décidé de retarder l'atterrissage de la sonde Viking-1 sur Mars. Cette décision est motivée par des problèmes techniques et des préoccupations concernant la sécurité de la mission.

PCEM1

1^{er} STAGE. Préparation aux concours de médecine. Ce stage vise à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des étudiants en médecine.

PCEM1

2nd STAGE. Préparation aux concours de médecine. Ce stage vise à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des étudiants en médecine.

PCEM1

3rd STAGE. Préparation aux concours de médecine. Ce stage vise à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des étudiants en médecine.

PCEM1

4th STAGE. Préparation aux concours de médecine. Ce stage vise à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des étudiants en médecine.

PCEM1

5th STAGE. Préparation aux concours de médecine. Ce stage vise à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des étudiants en médecine.

RADIO-TELEVISION

VU

SALUT L'ARTISTE

Les artistes ont toujours été au cœur des préoccupations de la société. Leur rôle est de refléter les valeurs et les aspirations d'une époque. Ils jouent un rôle essentiel dans la culture et la vie sociale.

LUNDI 28 JUIN

CHAINE I : TF 1. 19 h. 45, Le Tour de France cycliste. 20 h. 15, La course du siècle. 21 h. 15, Le Tour de France cycliste.

MARDI 29 JUIN

CHAINE I : TF 1. 19 h. 45, Le Tour de France cycliste. 20 h. 15, La course du siècle. 21 h. 15, Le Tour de France cycliste.

COLLOQUE

« CULTURES ET RELIGIONS ». Ce colloque vise à explorer les liens entre la culture et la religion dans les sociétés modernes. Les participants discuteront des défis posés par la sécularisation et la diversité culturelle.

TRIBUNES ET DEBATS

« CULTURES ET RELIGIONS ». Ce colloque vise à explorer les liens entre la culture et la religion dans les sociétés modernes. Les participants discuteront des défis posés par la sécularisation et la diversité culturelle.

LOUEZ VOTRE TV COULEUR

pour 128 F 34. Cette offre permet de louer un téléviseur couleur à un prix très avantageux. Les clients peuvent profiter d'une image de qualité supérieure pour leurs soirées et événements.

NOVA-TEL

739.40.40. Ce numéro permet de réserver un service de livraison rapide de votre téléviseur. Les clients peuvent bénéficier d'un délai de livraison très court.

LOUEZ VOTRE TV COULEUR

pour 128 F 34. Cette offre permet de louer un téléviseur couleur à un prix très avantageux. Les clients peuvent profiter d'une image de qualité supérieure pour leurs soirées et événements.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

**LE CRÉDIT
CHIMIQUE
BANQUE PRIVÉE**
recrute pour son
AGENCE O.E. LYON

**cadre
de direction**

LOIR et CHER
Entreprise en forte expansion plus de
200 personnes
Fiduciairement placé dans une grande adre-
sse pour ses investissements internationaux,
recherche continue :

RESPONSABLE
ETUDES NOUVEAUX PRODUITS

Ingénieur AM - ICAM - ECAM - IDI...
Rattaché à la Direction Générale,
il devra :
• Etudier les adaptations des produits
existants aux besoins des clients
ultérieurs.
• Concevoir et mettre au point les
produits nouveaux jusqu'à l'étape de
la pré-série.
• Etudier les améliorations à long
terme et des procédés nouveaux.
Proximité ville dense très agréable.

GROUPE MÉTALLURGIQUE
leader dans ses spécialités
recherche pour une de ses filiales
de SAONE-ET-LOIRE
(C.A. 60 millions de francs)

CONTROLEUR DE GESTION
capable de concevoir et de mettre en place
le système
C.V. dét., photo et pass. prêt. sous n° 65.547 &
ESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr.

CAM
Filiale Informatique et Organisation
de la Caisse des Dépôts
recherche

**ingénieur-
informaticien**
(Grandes Ecoles ou Equivalent)
2 à 3 ans d'expérience
connaissances temps réel et mini-infor-
tique appréciables. Connaissance du
langage COBOL et FORTRAN.

ns contacts.
de travail : ANGERS.
resser CV, photo et prétentions à
rnard PERRIN - CAM - 22, rue Louis
n. - 49000 ANGERS - tél. 88-07-52

[illegible]

CENTRE DE FORMATION PERMANENTE
(156 km de PARIS)
Demande pour entrer en fonction rapide
ANIMATEUR DE FORMATION
exigeant bien vie des entrepr. indus.
expérience animation cycles.
chargé contacts avec entrepr. en rue
des formes et détention des besoins.
formation niv. sup., 1^{er} post. technique.

Env. C.V., photo, prétentions au n° B3.544 M
- PRESSE, 25 bd. rue Staumur, Paris-13.
ou M. J. INVERNIZIO

[illegible]

Pour son Agence de LYON
IMPORTANT CONSTRUCTEUR
 de Blocs d'équipements électriques
 recherche :

UN INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

● Sous la responsabilité de notre Directeur Régional, sera chargé de promouvoir et de commercialiser nos produits électrotechniques et électroniques auprès d'une clientèle spécialisée.

● Nous souhaitons confier ce poste à un jeune Ingénieur (ou un ingénieur DUT) débiteur ou ayant une première expérience industrielle ou commerciale.

Envoyer C.V. avec références, photographies & photo, sous le n° 2739, S.P.E.R.A.R., 10 rue des Jumeaux, 92007 Puteaux, qui transmettra.

GD
CONTROL DATA

Dans le cadre de l'expansion de ses activités en région lyonnaise, Control Data développe son réseau de vente.
Jeunes diplômés ou informaticiens de métier (exploitation),
si vous souhaitez vous spécialiser dans le matériel informatique,

Ingénieurs Commerciaux.
Après une période de formation personnelle, vous serez basés à l'échelle de la province de Lyon et vous aurez accès à développer pour le secteur couvrant les départements 03, 42, 43, 48, 58, 63 et 69, la vente et la promotion de nos.

Produits pour ordinateurs
Les deux tiers de votre activité seront consacrés au secteur de la ville de Lyon. La rémunération est intéressante et sera liée aux résultats.

- une formation supérieure commerciale ou une excellente culture générale,
- le goût des contacts,
- de bonnes connaissances d'anglais et vous pouvez être disponible rapidement.

Ecrivez avec C.V. à M. Gary, Control Data - 195, rue de Bercy, 75562 Paris Cedex 12 ou tel. 3.43.60.35.

LEADER DU MARCHÉ FRANÇAIS

GALVEPOLOR
Société de construction d'équipements d'élevage
en croissance rapide
LEADER FRANÇAIS DANS SA BRANCHE
D'ACTIVITÉ 12 ANS, GALVEPOLOR RECHERCHERA POUR
SON SIÈGE à LANDERNEAU (Finistère).
DIRECTEUR TECHNIQUE
de très bon niveau, expériences variées,
il supervisera la fabrication, le Bureau d'Etudes,
les prix de revient, les approvisionnements.
S'adresser aux Adresses ci-dessous.
— Sens de l'organisation, dynamisme, goût de
l'innovation.
— Peut bien s'intégrer, mais exigeant, avec l'heureuse
contrepartie d'une situation géographique offrant
un cadre de vie très agréable.
Ecrire aux C.V. 521, campsite à GALVEPOLOR,
route de Brest, N.P. 41, 29207 LANDERNEAU.

**IMPORTANTAIRE SOCIÉTÉ
MÉTALLURGIQUE**
200 kms sud de Paris
recherche :

**un attaché
de direction**

Pour prendre en charge les problèmes d'ORGANISATION et de FINANCEMENT.

Poste rendu vacant suite à promotion du titulaire actuel.

Façonnerie Ingénieur Arts et Métiers ou équivalente. Plusieurs années d'expérience dans la fonction nécessaires.

Écrire à : LICHAS S.A. - 10 rue de
Louviers - 75003 Paris codex 12
qui transmettra sous réf. 7135

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MÉCANIQUE
ET MÉTALLURGIE**
Leader sur son marché
occupant 300 personnes
et située dans la région Nord
recherche

DIRECTEUR D'USINE
Centrale ou A.M.
30 ans environ
Technicien porteur et expérimenté
pour unité de production en pleine développement
Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
FROSTENSA CONSEIL
2, rue des Terres-au-Curé, 75015 PARIS
sous référence M C W 76-14

ENTREPRISE BATIMENT - T.P.
Solidement implantée sur le Nord et l'Ouest
propose à

JEUNE INGÉNIEUR
GÉNIE CIVIL

Une formation qui lui permet de prendre
rapidement la responsabilité de la réalisa-
tion de chantier.
La grande tâche large de nos réalisations,
notre développement, favorisent une évoluti-
on en rapport avec ses compétences
d'animateur et de gestionnaire.

Les lettres et C.V. envoyés à
ROBERT JUDON, HAVAS 15, AV. Ch.-de-
Gaulle, 53200 NEUILLY-SUR-SEINE
seront étudiés par l'entreprise.

Multi-Nationale
de premier plan
(mécanique de précision)

Recherche
**CHEF DE
GESTION QUALITE**

Formation : Ingénieur Mécanicien, BTS ou IUT ;
 Expérience prouvée de 3 ans dans un service
 Contrôle Fabrication ou Réception ;
 Connaissances des moyens de Contrôle mécanique,
 Statistiques et Documentation, coûts de qualité ;
 Informatique, Dessin Technique ;
 Anglais indispensable ; Allemand souhaité ;
 Proximité : ville universitaire de l'Est ;
 Rémunération intéressante suivant aptitudes du
 candidat.

Envoyer C.V. et lettre détaillée sous Réf. 71044 D

ORES SEGE 11, Allée de Robetous
 67000 STRASBOURG

GROUPE TEXTILE
à Vocation Internationale
recherche le

DIRECTEUR GENERAL

une unité à gestion décentralisée
dans la Région RHONE-ALPES
réalisant un CA de l'ordre de 50 MF.

Il sera chargé de concevoir et d'animer les
activités Commerciales :

— ACHATS et VENTES de produits destinés
à l'industrie de l'ÉTALEMENT
en FRANCE et à l'ÉTRANGER
et sera responsable de son compte
d'exploitation.

Ce poste convient à

Cadre Commercial

de haut niveau, 35 ans maximum, capable
des négociations internationales (Anglais
et Vennés), ayant déjà assumé des
responsabilités de Gestion.

Envoyer lettre et curriculum-vitae détaillé à
PARFRANCE P.A., sous n° P. 3581
Aur. Robert Espinasse 75200 Paris.

**Société Appareils
d'Eclairage**
Sise et Usine 40 kms Sud d'Orléans
FILLAUD - UN IMMENSE GROUPE
de CONSTRUCTION ELECTRIQUE
recherche pour sa
Direction Financière
Cadre Comptable
28 ans minimum, possédant une
FORMATION SUPERIEURE
impliquant l'usage de la comptabilité de
la COMPTABILITE générale et analytique,
savoir en différence
Il sera chargé personnellement de superviser
les services comptables (6 personnes) et
assister le Directeur Financier dans les
tâches de contrôle budgétaire et de Gestion.
Nécessaire maîtrise de l'anglais
— sous R.H.M. 313 à préciser sur l'annonce —
seront versés conformément au
DEVENIR
le 15 de Juin 1980.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

La Société (340 p., C.A. HT prévue en 78, 38M) fabrique des véhicules spéciaux (magasins mobiles, véhicules aéroportuaires, cars médicaux, etc.).
Le cadre recruté s'occupera également du personnel. Le poste convient à un cadre de plus de 32 ans possédant un diplôme d'une E.S.C. et le DECIS et une expérience acquise dans une société industrielle.
Rémunération 130 000.
Lieu de travail : PARTHENAY (Deux Sèvres).
26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adresserons note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 812M

[illegible][illegible][illegible]

Nous sommes un groupe industriel français de taille européenne. L'un de nos centres unifiés de production est installé dans le nord-est de la France.

un ingénieur
la direction du
département technique

SINTRA

DIVISÃO DE INFORMAÇÃO

INSPECTOR

DE MANUTENÇÃO

LISBOA

1960

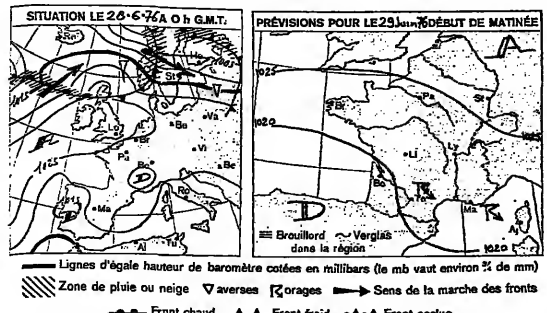
SINTRA

LISBOA

[illegible]

LA VIE ÉCONOMIQUE

MÉTÉOROLOGIE

[illegible]

Journal officiel

DES DECRETS :

- Fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité
- Fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ;
- Fixant le mode de fonctionnement, la composition et les attributions du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

DES ARRETES :

- Fixant les mesures financières relatives à la lutte contre l'envoie de rage des animaux sauvages ;
- Portant création et composition du comité mixte paritaire du Fonds national d'aide au sport de haut niveau.

Stages

● **Le Groupe français d'éducation nouvelle (G.F.E.N.)** organise, du 6 au 9 septembre, à Melun, un stage où les thèmes étudiés seront, au choix : « Faire des lecteurs », « Les activités d'été ». Le prix du stage est de 300 F pour les adhérents du G.F.E.N. et de 350 F pour les non-adhérents.

* Renseignements et inscriptions :
Françoise Murrezon, école du Grand-Étang, 77680 Roissy-en-Brie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1484

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALMENT

1. Le mot de la fin par excellence : Sujet d'une classique explosion de rancune. — II. Sont

souvent payantes. — III. Symbole chimique : Hameau. — IV. Coule en Suisse romande. — V. L'été de la dévotion. — VI. Chemine par degrés vers l'éternel; symbole religieux. — VII. Converti le palme; symbole religieux. — VIII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — IX. L'été de la dévotion; symbole religieux. — X. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XI. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XIII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XIV. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XV. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XVI. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XVII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XVIII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XIX. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XX. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXI. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXIII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXIV. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXV. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXVI. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXVII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXVIII. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXIX. L'été de la dévotion; symbole religieux. — XXX. L'été de la dévotion; symbole religieux.

VERTICALEMENT

1. Tube qui aboutit à l'estomac. — 2. Laisse un grand désordre après son passage. — 3. Se cherchait en vain dans les livres. — 4. Abréviation; Réceptacles. — 5. Vieille figure; Symbole chimique; L'animal pas dans la voie des vœux. — 6. Conscience logique.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :
Quinze jours 20 F

Trois semaines	28 F
Un mois	34 F
Un mois et demi	48 F
	63 F

Deux mois		27 F
Quinze jours		38 F
Trois semaines		50 F
Un mois		56 F
Un mois et demi		74 F
Deux mois		87 F
EUROPE (arlon) :		
Quinze jours		43 F
Trois semaines		58 F
Un mois		81 F
Un mois et demi		116 F
Deux mois		156 F

Dans ces tarifs sont compris les
fruits jics d'installation d'un
abonnement, le montant des
frais de commande et d'effranchis-
sement. Pour faciliter l'inscription
des abonnements,
vous pouvez nous adresser
la transmettre accompagnée du
règlement correspondant : une
semaine en moins, et pour
les abonnés résidant les noms et
surnoms en lettres majuscules.

Vie quotidienne

**NOUVELLES BORNES
POUR LES TAXIS DE PARIS**

Une nouvelle série de bornes d'appel taxis vient d'être mise en place, par arrondissement, dans le capitale :

4° : pont Sully, 277-59-88 ; 5° : place Monnaie, 587-15-95 ; 7° : métro Solferino, 558-68-04 ; 12° : Bastille, 545-18-00 ; 13° : hôpital Saint-Louis, 744-00-99 ; 16° : porte d'Orléans, 518-12-65 ; 13° : métro Boucicaut, 582-43-15 ; 18° : porte d'Antin, 128-83-45 ; 17° : place Châteaurenaud, 786-22-77 ; 15° : métro Châteaux-Rouges, 258-08-06 ; 20° : porte d'Antin, 345-80-80.

Visites, conférences

[illegible]

CONFLITS ET REVENDICATIONS

APRÈS LA GRÈVE DES CHIRURGIENS-DENTISTES A Marseille

Libres opinions ————— POLÉMIQUE ENTRE M. DEFFERRI

LES RAISONS DE LA COLÈRE
par le docteur JEAN JARDINÉ (*)

LES chirurgiens-dentistes sont en colère ! Ils ont fermé les cabinets, ils ont refusé de travailler, ils ont démissionné, ils ont créé un service d'urgence. Ils se sont réunis la même jour, à Paris, en assises nationales où mille praticiens étaient présents. De plus, ils ont voté une motion qui leur a permis de faire connaître au public ce qu'est l'essentiel de leur profession. Les chirurgiens-dentistes veulent, en l'occurrence, marquer surtout leur désapprobation devant la situation de crise que connaît le service de santé publique, manifestant ainsi l'indispensable aussi pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les buts poursuivis. « Il est importante pour nous de faire connaître à la population ce que nous faisons et pourquoi nous faisons l'ensemble de la population. Ne s'agit-il pas, en effet, de promouvoir pour elle une meilleure santé bucco-dentaire ? »

Les dentistes ont aussi appelé à la solidarité nationale des syndicats dentaires de tous les pays. Ils ont demandé des revendications sous forme de Livre blanc, symbole de la lutte.

Le but principal de cette publication est d'établir une réconciliation globale avec le public, afin d'éclaircir rapidement les différents problèmes et de susciter la compréhension des chirurgiens-dentistes. Notamment celles concernant un meilleur exercice, une plus grande reconnaissance, des actes dentaires plus assurés socialement.

La situation est redevenue normale, ce lundi 26 juin à Marseille, mais les dentistes ont obtenu le renforcement des ordures ménagères, la réduction des déchets, le développement des services d'urgence. Pendant la journée de dimanche, on ne comptait déjà plus de dentistes. Les dentistes ont tenu quatre centaines de soldats américains, qui ont été envoyés en nombre, pour les aider à nettoyer les encombrées par des sacs d'ordures depuis quatre jours.

F.O.T.-C.S.P.D.T.
F.O.T., qui avait été à l'origine de la manifestation, a été élu président de la Supérieure et a notamment précisé dans un communiqué : « Les dentistes ont créé une commission d'enquête sur des autres formes possibles de la crise dentaire. Ils ont demandé que les moyens, les prestations et les méthodes utilisées soient mieux contrôlées, afin de faire aboutir à ce jour. »

[illegible]

Les chirurgiens-dentistes s'inquiètent de la formation actuelle de leurs futurs confrères pour lesquels ils demandent une modification des ordres de sélection, un meilleur enseignement socio-économique

[illegible]

HONORAIRES MÉDICAUX

HONORAIRES MEDICAUX

La F.M.F. poursuit les discussions sur les caisses d'assurance-maladie

La Fédération des médecins de France (F.M.F.), syndicat minoritaire, a décidé samedi 26 juin de poursuivre ses discussions avec les caisses d'assurance-maladie sur la réglementation des honoraires médicaux ; les contacts qui ont déjà repris la semaine dernière ont permis d'établir un cadre de travail pour cette semaine. Un accord avec

un programme, et qui souvent prendrait leurs responsabilités pour faire face à des situations de crise, comme celle du communisme du P.S.U. et du P.C.F. C'est pourquoi la F.M.F. a décidé de ne pas accepter de prendre des positions en sa faveur, mais de continuer à chercher à améliorer la situation. Le même point de vue a été exprimé par M. Mareille et le président de la Fédération, en cette période de chaleur torride, du fait de la

SALAIRES

[illegible]

Un appel aux assurés parisiens

[illegible]

**POLÉMIQUE ENTRE M. DEFFERRÉ
ET L'EXTRÊME GAUCHE
APRÈS L'ARRÊT DE TRAVAIL
DES ÉBOUEURS**

La situation est redevenue normale le mardi 28 juin à Mende, dans le secteur du nettoyage et de l'enlèvement des ordures ménagères, nous indiquent nos correspondants. Le dimanche 27, à 10 heures, dimanche, on ne comptait déjà plus que 7 % de grévistes. L'intervention d'une centaine de soldats a accéléré le dépeuplement des votes. Les grévistes ont donc dû attendre, depuis quatre jours, le

Le collectif C.G.T.-C.F.D.T.-F.O., qui avait été à l'origine de la grève, a décidé, dimanche soir, de faire passer la colonnette inscrite dans un communiqué à « Notre lutte continue. Le collectif poursuivra sous d'autres formes pour faire aboutir ses revendications sociales et politiques. Les menaces utilisées contre nous n'ont pas permis de faire aboutir à ce jour, »

[illegible]

Une mise au point

[illegible]

Responsabilité

Les pressions d'extrême gauche tendent à partir, ce lundi 9 mars, à déformer l'analyse de la situation du parti socialiste. « Le mouvement des boulangers Marcellin est une révolution », affirme le grand jour, la nature du « socialisme » que nous prépare Gaston Defferre est « une révolution ». Le parti communiste révolutionnaire affirme pour sa part que nous sommes à l'aube d'une « révolution sociale » et que nous sommes à l'orée d'un « socialisme révolutionnaire ». Mais dans ce cas précis, la responsabilité de la déformation est partagée. En résumant pas à pas le discours de Gaston Defferre dans une image d'actualité, le P.S. qui mérita ce titre, nous a fait passer de la réalité à l'utopie.

« Un des points de la plateforme des grôttoliers demandait la suppression de la semaine communiste publique spéciale, le collectif signale que Defferre a refusé de signer la plateforme, car elle ne coûte rien ». A travers ce refus, c'est un problème politique qui se pose. Le P.S. ne peut pas signer la direction du P.S. sur les engagements du maire de Marseille.

« L'élémenda nous mène de la position... »

● PRECISION. — Dans certaines de nos éditions datées

27-28 juin, un titre a pu laisser croire que les éboueurs de Marseille représentaient le travail essentiellement parce que M. Defferrière avait décidé de faire appel à l'armée. En fait, comme le précisait un communiqué du collectif inter-syndical, le mouvement a cessé avant tout parce que les responsables du syndicat F.O. (majoritaires) avaient, dès vendredi soir, décidé de reprendre le travail.

LES

L'IMPRIMERIE
 EXPANSION
 25, rue de la République
 92100 CLAMART
 Téléphone : 35.00
 35.01
 35.02
 35.03
 35.04
 35.05
 35.06
 35.07
 35.08
 35.09
 35.10
 35.11
 35.12
 35.13
 35.14
 35.15
 35.16
 35.17
 35.18
 35.19
 35.20
 35.21
 35.22
 35.23
 35.24
 35.25
 35.26
 35.27
 35.28
 35.29
 35.30
 35.31
 35.32
 35.33
 35.34
 35.35
 35.36
 35.37
 35.38
 35.39
 35.40
 35.41
 35.42
 35.43
 35.44
 35.45
 35.46
 35.47
 35.48
 35.49
 35.50
 35.51
 35.52
 35.53
 35.54
 35.55
 35.56
 35.57
 35.58
 35.59
 35.60
 35.61
 35.62
 35.63
 35.64
 35.65
 35.66
 35.67
 35.68
 35.69
 35.70
 35.71
 35.72
 35.73
 35.74
 35.75
 35.76
 35.77
 35.78
 35.79
 35.80
 35.81
 35.82
 35.83
 35.84
 35.85
 35.86
 35.87
 35.88
 35.89
 35.90
 35.91
 35.92
 35.93
 35.94
 35.95
 35.96
 35.97
 35.98
 35.99
 36.00
 36.01
 36.02
 36.03
 36.04
 36.05
 36.06
 36.07
 36.08
 36.09
 36.10
 36.11
 36.12
 36.13
 36.14
 36.15
 36.16
 36.17
 36.18
 36.19
 36.20
 36.21
 36.22
 36.23
 36.24
 36.25
 36.26
 36.27
 36.28
 36.29
 36.30
 36.31
 36.32
 36.33
 36.34
 36.35
 36.36
 36.37
 36.38
 36.39
 36.40
 36.41
 36.42
 36.43
 36.44
 36.45
 36.46
 36.47
 36.48
 36.49
 36.50
 36.51
 36.52
 36.53
 36.54
 36.55
 36.56
 36.57
 36.58
 36.59
 36.60
 36.61
 36.62
 36.63
 36.64
 36.65
 36.66
 36.67
 36.68
 36.69
 36.70
 36.71
 36.72
 36.73
 36.74
 36.75
 36.76
 36.77
 36.78
 36.79
 36.80
 36.81
 36.82
 36.83
 36.84
 36.85
 36.86
 36.87
 36.88
 36.89
 36.90
 36.91
 36.92
 36.93
 36.94
 36.95
 36.96
 36.97
 36.98
 36.99
 37.00
 37.01
 37.02
 37.03
 37.04
 37.05
 37.06
 37.07
 37.08
 37.09
 37.10
 37.11
 37.12
 37.13
 37.14
 37.15
 37.16
 37.17
 37.18
 37.19
 37.20
 37.21
 37.22
 37.23
 37.24
 37.25
 37.26
 37.27
 37.28
 37.29
 37.30
 37.31
 37.32
 37.33
 37.34
 37.35
 37.36
 37.37
 37.38
 37.39
 37.40
 37.41
 37.42
 37.43
 37.44
 37.45
 37.46
 37.47
 37.48
 37.49
 37.50
 37.51
 37.52
 37.53
 37.54
 37.55
 37.56
 37.57
 37.58
 37.59
 37.60
 37.61
 37.62
 37.63
 37.64
 37.65
 37.66
 37.67
 37.68
 37.69
 37.70
 37.71
 37.72
 37.73
 37.74
 37.75
 37.76
 37.77
 37.78
 37.79
 37.80
 37.81
 37.82
 37.83
 37.84
 37.85
 37.86
 37.87
 37.88
 37.89
 37.90
 37.91
 37.92
 37.93
 37.94
 37.95
 37.96
 37.97
 37.98
 37.99
 38.00
 38.01
 38.02
 38.03
 38.04
 38.05
 38.06
 38.07
 38.08
 38.09
 38.10
 38.11
 38.12
 38.13
 38.14
 38.15
 38.16
 38.17
 38.18
 38.19
 38.20
 38.21
 38.22
 38.23
 38.24
 38.25
 38.26
 38.27
 38.28
 38.29
 38.30
 38.31
 38.32
 38.33
 38.34
 38.35
 38.36
 38.37
 38.38
 38.39
 38.40
 38.41
 38.42
 38.43
 38.44
 38.45
 38.46
 38.47
 38.48
 38.49
 38.50
 38.51
 38.52
 38.53
 38.54
 38.55
 38.56
 38.57
 38.58
 38.59
 38.60
 38.61
 38.62
 38.63
 38.64
 38.65
 38.66
 38.67
 38.68
 38.69
 38.70
 38.71
 38.72
 38.73
 38.74
 38.75
 38.76
 38.77
 38.78
 38.79
 38.80
 38.81
 38.82
 38.83
 38.84
 38.85
 38.86
 38.87
 38.88
 38.89
 38.90
 38.91
 38.92
 38.93
 38.94
 38.95
 38.96
 38.97
 38.98

